

Mes deux questions sont liées puisqu'elles concernent toutes deux la politique internationale. Quand cesserons-nous de suivre les autres, et quand prendrons-nous l'initiative de reconnaître la Corée du Nord? J'aimerais en premier lieu obtenir une réponse, et en second lieu demander au Ministre s'il est possible de communiquer cet urgent message concernant l'invitation au Sommet des Amériques, qui se tiendra à Québec en 2001, et dont le premier ministre du Canada sera l'hôte officiel.

L'hon. J. Bernard Boudreau (leader du gouvernement) : Honorables sénateurs, je transmettrai cette requête, ainsi que la question qui l'accompagne la présence du président Castro. Je m'excuse de ne pas avoir encore répondu à la question touchant la reconnaissance de la Corée du Nord. Je m'engage à faire de mon mieux pour que des réponses à ces deux questions soient fournies avant la pause à venir de jeudi de cette semaine.

Exemple d'une réponse posée durant la période de question

Le Sommet des Amériques 2000-2001-Invitation au président de Cuba

(Réponse à la question posée par l'honorable Marcel Prud'homme le 27 juin 2000)

Le Sommet des Amériques est un processus guidé par des décisions des membres adoptés par consensus. Les pays de cet hémisphère ont adhéré ensemble à une position selon laquelle Cuba est exclue de toute participation au processus du Sommet, jusqu'à ce que le gouvernement cubain démontre qu'il accepte les principes et les normes démocratiques respectant les droits de la personne.

Le comportement politique du gouvernement cubain, depuis le début de l'année 1999 - en particulier son renforcement idéologique, le harcèlement qu'il exerce à l'égard des activistes politiques et son manque de progrès dans le domaine des droits fondamentaux tels que la liberté d'expression - est contraire à un processus visant la démocratie et l'intégration économique.

Le Canada soutient ce consensus hémisphérique. En fait, un des résultats de l'examen de notre politique à l'égard de Cuba, que nous avons effectué l'an dernier, était de limiter tout soutien canadien ayant pour but d'approfondir la participation de Cuba dans l'hémisphère, jusqu'à ce que Cuba fasse preuve d'une volonté de progresser dans sa réforme politique et économique.

Cependant, le Canada croit encore fermement à la collaboration avec le gouvernement cubain et la société cubaine pour encourager l'ouverture politique et économique. L'engagement du Canada a pour objectif de fournir à Cuba le type d'aide nécessaire à une transition vers une société où le respect des droits de la personne, de véritables institutions gouvernementales représentatives et une économie ouverte sont fondamentales.